POUR UNE PRATIQUE DE L'ARCHITECTURE AU SEIN DE L'ADMINISTRATION

par

Rachid OUEZZANI

Je voudrais dans cet exposé, aborder un certain nombre de points qui relèvent plus de la préoccupation de l'Architecte, et plus particulièrement de l'Architecte exerçant dans le cadre de l'Administration.

Les différents intervenants ont exposé tour à tour leur point de vue concernant les problèmes de politique générale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisation. Ils ont évoqué les problèmes que rencontre la planification dans ce domaine, ainsi que les problèmes financiers, socio-économiques, techniques que la problématique de la maîtrise et de la gestion du sol soulève. Remarquons cependant que les solutions proposées ainsi que les idées qui ne sont dégagées ne doivent pas rester au niveau macroscopique. Elles doivent trouver les structures adéquates pour leur formulation et leur matérialisation dans l'espace.

Dans mon intervention je voudrais essayer de vous sensibiliser davantage à une micro-échelle de la gestion et de la maîtrise de l'espace, à l'échelle qui balaye la tranche du 1/50^e au 1/1000^e, à cette échelle encore perçue par l'usager.

Le principe qui vous guide tous ici présents, résumé en une phrase s'exprime comme suit : comment réaliser la meilleure affectation du sol, au meilleur moment, au meilleur coût ?

Certes, les investigations de la planification physique ou de la prospective doivent être discutées et réfléchies au plus haut niveau d'approche, toutefois il ne faut pas oublier que les options prises à très haut niveau d'investigation trouvent leur matérialisation physique dans un espace perçu, un espace qui n'est pas vu d'avion, mais vécu au niveau du piéton, du cycliste, de l'automobiliste, en bref de l'usager.

Et rechercher la meilleure affectation des espaces, c'est aussi rechercher des aménagements, des constructions compatibles, avec le site sur lequel ils sont implantés et compatibles avec l'échelle de l'homme. Ne faut-il pas les rechercher avec l'homme, l'utilisateur ?

Or sachant que nous ne disposons pas d'une réserve inépuisable de terrains urbanisables (que ce soit en ville ou dans les campagnes) et sachant par ailleurs que les crédits ne sont pas illimités, nous devons nous efforcer d'utiliser nos potentialités et nos énergies d'une façon rationnelle et cohérente et rechercher les meilleurs coûts pour rentabiliser les aménagements optimaux. Il faut pour cela, entamer des études sérieuses et multiformes des potentiels physiques et humains, et réclamer les temps d'étude nécessaire ainsi que les crédits indispensables.

Dans ce même ordre d'idées, il faut constituer des équipes pluridisciplinaires composés de cadres nationaux conscients de l'enjeu et compétents.

Il faut également définir la taille optimale de l'équipe ainsi que du travail qu'elle devra effectuer.

Enfin il faut créer les tribunes de réflexion sur ces problèmes ainsi que les structures de conception et de réalisation des solutions d'aménagement et de construction.

La construction immobilière fait preuve d'un dynamisme sans précédent dans notre pays. Dans nos villes comme dans nos campagnes poussent à une allure quasi incontrôlable, des ensembles bâtis qui ne correspondent pas toujours à l'architecture optimale.

Des erreurs, des médiocrités se construisent, et les pouvoirs publics doivent plus que jamais, être très vigilants pour éviter que les paysages urbain et rural ne soient à jamais dégradés.

La tâche qui incombe aux pouvoirs publics est lourde, toutefois, la responsabilité qui leur revient en tant que garants de l'intérêt collectif, est d'organiser le dynamisme de la production du cadre bâti en donnant à celle-ci les moyens de se développer tout en réalisant un cadre de vie adéquat pour la population.

Pour ce faire, les pouvoirs publics, et l'Administration en particulier, doivent se doter des instruments de maîtrise de la création architecturale grâce auxquels les constructions seront conformes aux aspirations de la population et à ses possibilités économiques d'une part, et d'autre part seront adaptés aux conditions physiques et culturelles locales.

Dans cette optique, l'Administration doit s'attacher, en liaison avec les collectivités locales et les associations d'usagers :

à sauvegarder notre patrimoine architectural et naturel,
 à contrôler rigoureusement la création immobilière,
 à guider cette création immobilière dans le sens de notre authenticité nationale et des spécificités régionales.

Ces trois volets sont en fait très imbriqués et devront donc être menés de front. Car la sauvegarde du patrimoine architectural et naturel suppose non seulement une analyse fine de l'architecture et des paysages existants, mais suppose aussi le contrôle de ce qui se construit. Or pour qu'un contrôle objectif et opérant puisse s'instaurer, il faut que soient imposés aux constructeurs des mesures concrètes de sauvegarde ainsi que des modèles de référence architecturale.

La très forte demande et la priorité de certains programmes de production de logements et d'équipements ne doivent pas faire oublier le caractère pérenne de la construction. Car toute action d'aménagement ou de construction est de nature à marquer d'une façon définitive le visage d'un site, qu'il soit urbain ou rural.

Le but recherché par les actions d'aménagement et de construction est de promouvoir un cadre de vie adéquat pour la population. Or pour que le cadre de vie soit véritablement adéquat, cela suppose de la part de ses concepteurs la prise en considération des données économiques, sociales, physiques et culturelles de la problématique de la construction. Et rechercher une architecture authentiquement marocaine c'est coller à cette problématique et matérialiser dans la pierre la réalité nationale.

La recherche d'une architecture marocaine et sa mise en valeur, c'est la recherche de notre identité architecturale au même titre que notre identité culturelle.

Sauvegarder notre patrimoine architectural, ce n'est pas seulement sauver les vieilles pierres et les monuments, c'est sauver leur signification symbolique et culturelle pour y puiser les concepts d'une actualisation de notre architecture et amorcer sa renaissance.

L'Administration devrait permettre la mise en place des structures nécessaires et trouver les crédits suffisants pour mener une recherche des formes et des idées d'architecture spécifique.

— *Au niveau national* il faut promouvoir la création d'une Ecole d'Architecture.

— *Au niveau du service central* du Ministère de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, il faut mettre en place un département de l'Architecture.

— *Au niveau local :*

a) Il faut créer des antennes de ce département au sein des délégations régionales du Ministère de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire.

b) Il faut créer des conseils régionaux d'architecture rattachés aux collectivités locales.

c) Il faut organiser la constitution d'Associations d'usagers et leur permettre de participer aux décisions d'Aménagement et de construction.

Dans les Délégations régionales, les antennes du Département central de l'Architecture devront mener une analyse des spécificités architecturales en milieu rural et en milieu urbain.

En milieu rural, étude, identification et traitement des paysages.

Deux points :

1. L'appréhension des espaces : il faut rechercher les limites d'un site, observer ses mobilités éventuelles, identifier l'espace global et les sous-espaces.

2. Les éléments de l'occupation, envisagée du seul point de vue du paysage :

Il faut faire un inventaire de l'occupation du sol végétal (naturelle ou du fait de l'homme).

Il faut déterminer l'influence de la structure foncière sur le paysage agricole.

Il faut faire l'inventaire de l'occupation du sol bâti et l'analyse de la présence visuelle des éléments créés.

Il faut examiner des relations entre le bâti et le paysage-support, déterminer les possibilités d'exploitation théorique et définir des attitudes d'aménagement possibles (respect, création d'un paysage nouveau etc...).

B. En milieu urbain : Traitement du domaine bâti

1. La morphologie des tissus urbains

Il s'agit de dresser une typologie des formes des établissements humains afin de bien mettre en évidence les caractères de l'urbanisme et de l'Architecture, suivant des secteurs géographiques.

Il s'agit également d'examiner les tendances d'évolution du domaine bâti.

2. *L'expression synthétique* à l'aide de croquis et de schémas des tissus urbains et des types de construction.

Il faut faire l'examen des caractéristiques des tissus urbains (structure parcellaire, rapport bâti non bâti, qualification des espaces visibles, fonctions ...).

Il faut faire l'examen des caractéristiques des différents types de constructions (implantation, volume, aspect, matériaux, techniques de construction et leur évolution, particularités architecturales).

3. *Les possibilités de restauration et de mutation des tissus urbains et du domaine bâti*

Il faut déterminer les possibilités de transformation, de réhabilitation des bâtiments anciens et rendre compte de la compatibilité des plans et des matériaux avec la réalisation de divers équipements ou avec l'accueil d'activités.

4. *Définitions*

Il faut définir et distinguer les paysages internes du point de vue des volumes, des couleurs et des matériaux, et les paysages externes : ville, village, groupes d'habitations examinés sous l'angle de la composition volumétrique d'ensemble et de leur insertion dans le paysage naturel. Le Département central de l'Architecture, fort de cette analyse doit définir une politique architecturale en 9 points :

1. Par l'approche des règles de construction, des systèmes constructifs.
2. Par des recommandations au niveau des plans d'urbanisme et de leurs réglemets.
3. Par des recherches d'optimisation coût-qualité en introduisant des procédés modernes et des matériaux nouveaux.
4. Par l'étude des normes spatiales au niveau du bâtiment.
5. Par la définition et la délimitation de périmètres et de zones sensibles.
6. Par la proposition de plan permanent de sauvegarde produisant les mêmes effets que les plans d'urbanisme, mais s'adressant à des tissus très sensibles.

7. Par la détermination des opportunités de réalisation d'architecture nouvelle, architecture solaire, architectures à base de technologies douces, villages-pilotes etc...

8. Par l'établissement de recueils des formes et des idées en architecture.

9. Par l'organisation de concours d'architecture régionale ouverts aux architectes des administrations et du privé. Un service du contrôle architectural viendrait compléter les attributions du département central de l'Architecture et permettrait alors le contrôle des projets touristiques, des projets de construction des différents administrations et services publics, ainsi que le contrôle des plans-types de constructions projetées sur les lotissements d'Etat. Au niveau local, les conseils régionaux d'architecture, rattachés aux collectivités locales devront jouer un triple rôle :

— un premier rôle de contrôle des architectures : il faut pour cela préciser la législation sur l'autorisation de construire dans le sens de l'intégration aux sites bâtis ou naturels = les constructions ne doivent pas, par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des paysages naturels ou urbains, des perspectives monumentales etc...

Contrôle des architectures, mais également contrôle des réalisations.

— un deuxième rôle de conseil auprès de la population, un rôle de service public qui permettrait aux personnes physiques qui construisent pour leur usage personnel une habitation ne requérant pas l'intervention d'un architecte, de disposer d'un conseil compétent en architecture. Dans ce cas de dossier pour l'autorisation de construire devient caduque.

— un troisième rôle de moteur pour la mise en place d'associations d'usagers, de comités de quartiers à sauvegarder etc...

En plus les conseils régionaux d'Architecture auront pour rôle d'éclairer les Associations sur les projets prévus sur leur territoire et leur permettre de constituer une partie compétente pour le dialogue démocratique qui doit s'instaurer entre les usagers et les pouvoirs publics.

Les conseils régionaux d'architecture feront ainsi contrepois aux délégations régionales du Ministère de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire et permettront aux investigations de l'Aménagement et de la construction de descendre du niveau de la planification nationale et centrale au niveau de la formulation, et de la satisfaction des besoins.

Enfin les conseils régionaux d'architecture pourront préparer les thèmes des concours d'architecture régionale.

Les associations d'usagers, niveau le plus fin de l'approche du cadre de vie peuvent aider.

- par leur mobilisation, à formuler les besoins ;
- par leur création, à proposer des solutions spécifiques et à nous instruire sur les techniques de construction locales,
- par leur dynamisme à exprimer leur choix quant à telle ou telle architecture ou urbanisme.

Et sachant que si ce sont les constructions et l'urbanisme qu'ils ont choisis qui se réalisent, alors les usagers s'approprient leur espace social, culturel et physique.

Notons que les artisans du bâtiment peuvent de leur côté jouer un rôle moteur et créateur dans ces associations.

Nous avons vu brièvement comment, au niveau des Délégations régionales du Ministère de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, au niveau du Département central de l'Architecture, au niveau du public, une nouvelle architecture pourrait être conçue et réalisée.

Mais l'architecture doit également être pensée et la création d'une école nationale d'architecture constituerait la meilleure tribune, ce qui permettrait de nourrir quotidiennement la réflexion et la recherche de l'authenticité de l'architecture marocaine et les implications de cette initiative ne peuvent être qu'heureuses pour notre cadre de vie. Je ne doute pas que nous sommes, tous ici présents, sensibles à la création de l'école d'architecture, mais force nous est, à tous, de constater que cela fait bon nombre d'années que nous l'attendons. Aussi demanderai-je au bureau de l'ANAU d'inscrire cette recommandation dans la rubrique des priorités.

Dans les débats parlementaires, dans les discours des responsables de l'aménagement et de la construction, sont souvent évoqués l'authenticité de l'architecture nationale et ses spécificités régionales, il serait temps de mettre en œuvre les moyens de cette politique.

Rachid OUAZZANI
Architecte MHAT